



Le réseau des services bruxellois de l'aide aux justiciables relève d'une multiplicité d'acteurs. Une recherche financée par la Haute Ecole Odisee a permis d'analyser ce réseau selon la perspective des travailleurs sociaux généralistes. Les résultats partiels étaient présentés lors d'une matinée d'étude ce 30 mai.

Les résultats du rapport final « *L'aide aux justiciables à Bruxelles : un réseau solide* » seront rendus publics en septembre 2017. La recherche menée sur deux ans sur base d'analyse de documents, focus groupes et d'interviews de travailleurs sociaux - détenus et ex détenus - a mis en avant les **tensions et forces du secteur**.

Des résultats intermédiaires de l'étude, il ressort que les 8 services se connaissent beaucoup mieux qu'il y a 10 ans. S'il y a peu de collaboration entre les services généralistes, il y a par contre une augmentation des contacts informels et de la collaboration au niveau structurel, intra et extra muros. Mais dans cette configuration, les travailleurs de terrain butent encore sur des difficultés récurrentes.

Cinq rôles implicites propres aux travailleurs sociaux ont émergé de l'enquête : informateur, médiateur, acteur-clé (ayant une vue très large sur les problématiques) sont les trois premiers rôles mis en avant. Les deux derniers rôles témoignent clairement, quant à eux, des difficultés intra-sectorielles rencontrées : **le rôle de filet de sécurité, fait référence au travailleur social ayant « à faire des choses qui ne devraient pas être faites par lui, souvent parce que la réponse au besoin n'existe pas »**. Trouver des moyens d'accès aux soins de santé mentale en est un exemple. Et enfin, **le rôle de défenseur des intérêts du détenu** est fréquent, quand, par exemple, le travailleur social dépense temps et énergie à convaincre certains intervenants ou services pour s'assurer qu'ils se déplaceront bien en prison.

Côté liste des difficultés énumérées, elles sont nombreuses : Trop de demandes, trop de détenus, de trop rares informations hors le bouche à oreille sur les actualités en matière de changement de réglementation propre aux prisons, par exemple. **Une offre d'aide et de services toujours très limitée avec beaucoup de listes d'attente et de quotas. L'éternelle difficulté à trouver des possibilités d'hébergement potentielles à la sortie de prison l'illustre à juste titre.** Les travailleurs disent manquer de feedback en matière de suivi des actions et doivent régulièrement faire face aux préjugés véhiculés sur la prison tels que « les détenus ne seront pas motivés ». En plus des mauvaises conditions de travail, nombreux sont les obstacles organisationnels rencontrés, les activités n'étant pas toujours aisément conciliables avec un lieu tel qu'un établissement pénitentiaire.



Ces difficultés récurrentes génèrent un grand sentiment d'impuissance. « **On se connaît mieux mais le réseau est lent** » est un leitmotiv dans les témoignages des travailleurs. Le secteur rêve de simplification et souhaite plus de rapidité entre les prises de décision, l'évaluation et le moment où les actions sont organisées. La concertation reste, pour l'heure, le seul lieu où les échanges sont possibles et d'où envoyer collégialement des signaux aux politiques.

En conclusion, pour Liesbeth Naessens (Odisee), « la construction d'une nouvelle prison (Haren) n'est pas une solution. Détenus et travailleurs y bénéficieront sans doute de plus de confort carcéral mais les difficultés qui posent problème à l'heure actuelle resteront présentes ». **L'ensemble des travailleurs s'accordent sur un besoin névralgique en Région bruxelloise: celui de garantir les collaborations et d'harmoniser les modes de fonctionnements dans et hors de la prison.**

Le rapport final « L'aide aux justiciables à Bruxelles : un réseau solide » avec ses recommandations sera rendu public en septembre. La publication contiendra également les résultats d'une enquête sur la parole, la réflexion et l'avis des détenus, elle sera disponible sur le site de l'aide aux justiciables (www.ajw-bru.be).

CVB, 2/06/2017

